

Document de contexte - Renforcement des capacités pour un Sahel plus résilient

Orange Knowledge Programme

Table des matières

Liste des abréviations.....	2
1. Introduction.....	3
2. Le Programme Orange Knowledge	4
3. Situation actuelle	4
Contexte régional	4
Sécurité et État de droit.....	4
Une approche DSSR intégrée, combinant santé et marge de manœuvre sociale	5
4. Identification des besoins.....	7
5. Théorie du changement et résultats envisagés	11
6. Appels prévus	13
7. Indication de budget pour le programme.....	13
8. Harmonisation et alignement	14
9. Suivi de l'avancement du programme.....	15
Annexe 1 – Brève présentation du programme Orange Knowledge	16
Annexe 2 – Historique de coopération avec la Nuffic	18
Liste de référence	23

Remarque : Vous avez des difficultés à accéder à ce document ? Veuillez contacter OKP@nuffic.nl

Liste des abréviations

PMP	Plan de mise en œuvre du pays
ARPB	Ambassade du Royaume des Pays-Bas
UE	Union européenne
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
SAN	Sécurité alimentaire et nutritionnelle
PIB	Produit intérieur brut
GIZ	Agence de coopération internationale allemande pour le développement
ES	Enseignement supérieur
PCI	Projet de coopération institutionnelle
MdAF	Ministère des Affaires étrangères
NFP	Programme néerlandais de bourses d'études
ONG	Organisation non gouvernementale
NICHE	Programme néerlandais de renforcement des capacités dans l'enseignement supérieur
P-B	Les Pays-Bas
NPT	Programme néerlandais de renforcement institutionnel de l'enseignement post-secondaire et des capacités de formation
OKP	Programme Orange Knowledge
PM	Pour mémoire
ODD	Objectif de développement durable
DSSR	Droits et santé sexuels et reproductifs
SED	Sécurité et État de droit
TMT	Formations sur mesure
TdC	Théorie du changement
FdF	Formation des formateurs
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
ONU	Organisation des Nations unies
BM	Banque mondiale

1. Introduction

Ce document de contexte régional décrit les finalités de la mise en œuvre du Programme Orange Knowledge pour un sahel plus résilient. Le Programme Orange Knowledge a pour but de contribuer au renforcement d'États fragiles en s'appuyant sur des facteurs permettant d'accroître leur résilience. Les principaux points d'attention auxquels seront consacrés les moyens attribués à cette initiative régionale concerneront le renforcement des capacités en matière de sécurité et d'État de droit, et de droits et santé sexuels et reproductifs au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

Ces pays font l'objet d'une attention particulière de la politique de développement du ministère néerlandais des Affaires étrangères. Toutes les activités au sahel s'inscrivent dans la lignée de la politique "Investir dans les perspectives mondiales" définie par la ministre Sigrid Kaag. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger figurent parmi les pays les plus fragiles au monde, comme en témoigne la liste des États fragiles 2019 du Fonds pour la consolidation de la paix. En outre, les pays concernés font partie des pays où les inégalités entre les sexes sont les plus marquées et sont ainsi tous classés dans le groupe 5 de l'indice de développement de genre (écart absolu de plus de 10 % par rapport à la parité des sexes).

En se concentrant sur la sécurité et l'État de droit d'une part, et les droits et la santé sexuels et reproductifs d'autre part, la Nuffic favorise une approche à deux volets pour renforcer ces États, en contribuant à l'amélioration des indicateurs politiques et économiques utilisés par le Fonds pour la Paix ainsi qu'aux ODD 4, 10 et 16 et en restant conforme aux théories du changement publiées par le ministère néerlandais des Affaires étrangères relatives aux méthodes visant à s'attaquer aux causes mêmes des migrations.

La coopération Sud-Sud entre institutions de ces pays formera un objectif explicite de cette initiative au sahel. Le regroupement de plusieurs pays facilitera les échanges régionaux, en renforçant par exemple les capacités d'universités pouvant potentiellement agir comme centres régionaux de connaissances. Les responsables de la mise en œuvre des projets devront toujours tenir compte du contexte et de l'impact régional dans leurs décisions. Les interventions relatives à des projets de collaboration institutionnelle adopteront de préférence le Mali comme point d'ancrage. Ce pays fait en effet déjà partie du programme complet de l'OKP et dispose des capacités académiques et institutionnelles nécessaires pour endosser ce rôle et travailler en partenariat pour accroître la stabilité dans la région. Le Mali est également un des pays du sahel faisant l'objet d'une attention particulière de la part du ministère néerlandais des Affaires étrangères. Cela signifie que dans le cadre des appels régionaux de demandes de subventions, la collaboration avec les partenaires maliens doit être favorisée. Par conséquent, le Plan de mise en œuvre (PMP) spécifique pour le Mali sert de document de référence pour toutes les activités. Ce même document reprend également un aperçu des activités de la Nuffic, entreprises notamment dans le cadre du programme NICHE et de précédentes initiatives du Programme Orange Knowledge. Cette nouvelle approche régionale a également pour ambition d'explorer la possibilité pour des partenaires de différents pays d'une même région de travailler ensemble.

C'est pourquoi la Nuffic a mis au point une initiative régionale OKP destinée à contribuer à la mise en œuvre du nouveau document de politique de la ministre Kaag. Une telle initiative thématique permet de veiller à rassembler les meilleures pratiques, les éléments innovants et les enseignements dans la région pour servir de source d'informations à la programmation

d'activités dans ce domaine complexe. Cette initiative inclura des activités spécifiques de développement des capacités, en adéquation avec d'autres initiatives en cours de plus grande ampleur, avec les plans de mise en œuvre par pays (PMP) de l'OKP et avec les documents d'information propres à chaque pays. Les efforts se concentreront sur la recherche de coopérations institutionnelles durables pour renforcer les activités de bourses et de TMT(+) déjà en place.

2. Le Programme Orange Knowledge

Le Programme Orange Knowledge (OKP) succède au Programme néerlandais de bourses d'études (NFP) et au Programme néerlandais de renforcement des capacités dans l'enseignement supérieur (NICHE). Le Programme Orange Knowledge rassemble les deux programmes précédents en une seule approche consolidée, en ajoutant de nouveaux éléments, dont une implication accrue des anciens élèves, une attention portée à la coopération entre les organisations du savoir et une communication centrée sur la présentation de résultats.

L'objectif principal est de contribuer au développement durable et inclusif grâce au renforcement des organisations essentielles au développement sectoriel dans les pays partenaires de l'OKP. Cet objectif sera atteint en développant les capacités, les connaissances et la qualité des personnes ainsi que des organisations, à la fois dans le domaine de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels et de l'enseignement supérieur (EFTP/ES) et dans d'autres domaines liés aux thèmes prioritaires dans les pays partenaires de l'OKP.

Le Programme Orange Knowledge durera jusqu'à mi-2022 et sera mis en œuvre à travers trois types d'interventions :

- les bourses personnelles ;
- les formations de groupe ; et
- les projets institutionnels axés sur l'amélioration durable des capacités de l'enseignement technique et supérieur.

Veuillez vous référer à l'annexe 1 pour en savoir plus sur l'OKP.

3. Situation actuelle

Contexte régional

Sécurité et État de droit

La sécurité et l'État de droit sont des prérequis à l'établissement d'une paix et d'un développement durables. L'insécurité, le risque de conflits (armés) ou encore, une situation d'incertitude prolongée sont néfastes à la mise en place et au maintien d'une stabilité légitime. Pour y parvenir, un pays doit faire preuve de résilience institutionnelle, c'est-à-dire jouir d'un système de pouvoirs et contre-pouvoirs qui s'attaque à l'impunité, à la corruption, aux inégalités en matière d'accès à la justice et aux services de base et au manque de confiance dans les institutions de l'État.

Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, l'accès à la justice et l'établissement de structures légales et démocratiques efficaces et d'une bonne gouvernance sont autant d'éléments vitaux qui ont dernièrement été mis à dure épreuve. Au sahel, la faiblesse des institutions nationales s'accompagne d'une mauvaise gouvernance, de corruption, de violations des droits humains et d'évènements déstabilisateurs depuis les pays voisins. Les conflits dans la région sont endémiques et opposent traditionnellement les éleveurs nomades aux agriculteurs, à mesure que s'accroissent les problèmes de manque d'eau, de changements climatiques, d'irrégularités dans les accords d'exploitation des terres, d'augmentation de la taille des troupeaux et de dégradation de l'environnement. D'autres facteurs contribuant à l'insécurité politique et sociale concernent les importants mouvements de population et les déséquilibres démographiques. Les migrations irrégulières ont un lourd impact sur tous les pays impliqués. Elles engendrent en effet des tensions entre communautés hôtes et immigrées et font apparaître des déséquilibres dans la disponibilité de main d'œuvre, puisqu'une importante partie de la population en âge de travailler quitte le pays, laissant ceux trop jeunes ou trop âgés sur place pour combler les besoins sur le marché du travail.

À cela viennent s'ajouter les conflits intercommunautaires, la prévalence de catastrophes naturelles, l'escalade de la violence à travers le terrorisme et les trafics d'armes, de drogues et d'êtres humains. La complexité de la situation sécuritaire au sahel requiert l'adoption d'approches pluridimensionnelles et multidisciplinaires afin de favoriser la stabilité et de renforcer la résilience de la région.

Un grand nombre de programmes internationaux y ont déjà été déployés dans ce but. La plupart s'adressait aux problèmes économiques et sécuritaires les plus urgents, souvent en parallèle d'efforts humanitaires destinés à pallier les difficultés immédiates nées de conflits ou de sécheresse. Voici quelques données qui illustrent les besoins criants dans la région : Selon les estimations, la région du lac Tchad compte à elle seule 2,3 millions de personnes déplacées. Plus de 20 millions de personnes de la région du sahel élargie souffrent d'insécurité alimentaire et un Nigérien sur dix dépend de l'aide humanitaire pour survivre. Au total, 5,1 millions de personnes du Burkina Faso, du Niger et du Mali vivent en situation directe de crise humanitaire, dont la vaste majorité sont des femmes et des enfants. Le nombre de personnes déplacées dans leur propre pays a quintuplé entre décembre 2018 et juin 2019.

À l'échelle nationale, la situation au Mali s'est dégradée en termes de fragilité, comme pointé dans l'indice des États fragiles de 2019. Il en va de même pour le Burkina Faso et le Niger. Aux menaces physiques s'ajoute l'influence croissante d'actions diplomatiques non étatiques menées par des groupes rebelles, qui donnent la parole à des puissances perturbatrices à travers des scénarios très convaincants diffusés sur les réseaux sociaux. Jouant sur les fluctuations économiques et l'instabilité politique, ces groupes rebelles, souvent radicaux, mobilisent les jeunes vivant de l'élevage en leur offrant de l'argent et de la nourriture. Sachant que la plupart des déplacés internes d'Afrique subsaharienne ont moins de 25 ans, ceux-ci forment une cible facile.

Une approche DSSR intégrée, combinant santé et marge de manœuvre sociale

Les femmes sont particulièrement affectées par les perpétuels conflits dans la région. La mortalité maternelle est un problème omniprésent au sahel, de même que les violences faites aux femmes et le manque d'accès à des soins adéquats. Le rôle que les femmes peuvent jouer dans la prévention et la résolution de conflits est inextricablement lié à leur

faculté à agir. Or, leur participation dans la société est encore limitée par un cadre législatif restrictif, une responsabilisation limitée des politiques et des normes socioculturelles défavorables. Ainsi, le mariage d'enfants est toujours considéré comme un moyen d'accroître la prospérité économique et le statut social. Des taux élevés de fertilité, combinés à des soins maternels inadéquats et à l'obstruction aux services de planification familiale provoquent une multitude de problèmes sociétaux. La question de genre joue particulièrement un rôle au niveau des relations dites "distantes" en influençant la mesure dans laquelle un individu peut avoir un impact sur les relations entretenues avec des institutions dans des secteurs tels que les soins de santé, le travail et l'économie. Dans la région du sahel, le sous-développement des femmes et leur participation limitée aux systèmes de gouvernance (locale et traditionnelle) viennent encore renforcer la position de faiblesse occupée par les femmes, les jeunes filles et les groupes marginalisés. Ces groupes ne disposent souvent que d'un accès restreint, voire inexistant, aux informations relatives aux droits et à la santé sexuels et reproductifs et sont plus souvent victimes de violations de leurs droits que les hommes. Les principaux problèmes en matière de DSSR dans la région sont la violence faite aux femmes, le mariage d'enfants, les pressions en matière de fertilité et l'accès limité à, et les faibles connaissances en matière de santé reproductive et de services de planification familiale.

Lorsque des systèmes s'effondrent sous l'influence de conflits, en particulier de guerres persistantes et de violences intercommunautaires, un dérèglement des services vitaux est inévitable. Les systèmes d'approvisionnement en eau et en nourriture, les installations sanitaires et les services de santé sont interrompus, accentuant la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles. Bien souvent, les services de soins de santé relatifs au suivi de grossesses et de planification familiale sont mis entre parenthèses pour une durée indéterminée dès l'émergence d'un conflit. L'exclusion politique, économique et sociale des femmes est exacerbée par les changements dans la dynamique des groupes au pouvoir, à mesure que des mouvements radicaux islamistes d'opposition gagnent du terrain. L'installation du droit coutumier et de la loi islamique dans la société moderne du sahel a rencontré une certaine résistance de la part des femmes, qui y ont vu une restriction de leurs droits. Cette résistance a malheureusement été fortement réprimée par les forces conservatrices en place. Les structures de pouvoir

traditionnelles au sahel présentent une construction formelle selon laquelle les femmes sont mises en marge au sein d'aires féminines de partis politiques dépourvues de tout pouvoir, les privant de la capacité politique d'aborder des problématiques clés liées aux droits et besoins des femmes et jeunes filles. En termes de faculté économique, les femmes ne se voient que rarement attribuer des postes au sein desquels elles peuvent faire valoir suffisamment d'ancienneté et d'autorité pour repousser les barrières de la discrimination fondée sur le sexe.

L'inclusion des femmes dans les processus d'établissement de la paix et de consolidation de la structure d'État permet d'en améliorer les chances de réussite. Il est donc vital, dans le cadre des efforts de création de sociétés plus résilientes au sahel, que la relation actuelle entre l'État et ses citoyens soit revue afin de résoudre les inégalités de genre et de répartition des pouvoirs profondément enracinées.

Historique de coopération

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger affichent un statut différent au sein du Programme Orange Knowledge. Avant même le lancement du Programme Orange Knowledge, des projets de renforcement des capacités avaient déjà été mis en place au Mali dans le cadre des programmes NICHE/NFP. Les thèmes abordés étaient la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la sécurité et l'État de droit, l'eau et la santé. Le Mali est à présent un pays du programme complet (le plan de mise en œuvre du pays et l'historique du Mali dans le cadre du programme NICHE sont disponibles ici), le Burkina Faso un pays Compact Plus et le Niger, un pays Compact. Les partenaires maliens joueront ainsi le rôle de point d'ancrage, fournissant une certaine stabilité et facilitant la coopération à l'égard de zones plus conflictuelles. Qui plus est, le Mali jouit d'une vaste expérience en matière de projets de collaboration institutionnelle, contrairement au Burkina Faso et au Niger qui n'en ont aucune. Dans les cas où aucun partenaire malien ne peut être trouvé, un partenaire d'un autre pays (voisin) du programme complet tel que le Bénin peut être sollicité. Les régions du nord du Bénin font en effet face à bon nombre de problèmes identiques à ceux du Burkina Faso et du Niger. Néanmoins, le partenaire privilégié pour les projets de collaboration institutionnelle reste le Mali. Pour plus d'informations sur les projets en cours, veuillez vous référer à l'annexe 2.

Objectifs néerlandais de développement

Les instruments de développement des capacités proposés dans le cadre du Programme Orange Knowledge peuvent être utilisés pour aider à aborder et à soutenir des domaines ou secteurs spécifiques auxquels la politique de développement des Pays-Bas donne priorité. Au sein des trois pays cibles, les Pays-Bas ont pour objectif de contribuer à consolider la paix, sous la forme d'un effort intégré visant à la fois à l'instauration de la sécurité et de l'État de droit dans ces pays, et à la promotion des droits et de la santé sexuels et reproductifs. Les Pays-Bas aspirent ainsi à faire la transition entre une situation d'aide humanitaire vers une situation de développement. Comme déjà signalé, le plan de mise en œuvre du Mali sert de référence pour l'obtention de plus amples informations sur les activités déployées dans le pays. Dans le cadre du Programme Orange Knowledge, une attention particulière est encore accordée au taux d'emploi des jeunes au Burkina Faso. Veuillez vous référer au document propre au pays pour plus d'informations sur le sujet.

4. Identification des besoins

Le Programme régional Orange Knowledge a été lancé dans le cadre du nouvel axe politique de la ministre Kaag. Le programme a pour objectif, au sein des pays cibles, de contribuer à consolider la paix, sous la forme d'un effort intégré visant à la fois à l'instauration de la sécurité et de l'État de droit dans ces pays, et à la promotion des droits et de la santé sexuels et reproductifs. Les premiers appels à propositions ont été publiés début 2020, ce qui signifie que les projets sélectionnés disposeront d'une mise en œuvre de moins de 2 ans. Par conséquent, la Nuffic, en accord avec le ministère des Affaires étrangères et les ambassades respectives des Pays-Bas, a décidé de limiter le moins possible l'étendue de la coopération et d'ouvrir le champ aux partenariats existants, aux dynamiques en cours et aux élans d'enthousiasme, pour ainsi s'appuyer autant que possible sur des collaborations et des réalisations antérieures. Les demandes de PCI, de TMT+ et de bourses doivent contribuer à la

sécurité et à l'État de droit et/ou aux droits et à la santé sexuels et reproductifs, et être étroitement conformes aux priorités et programmes des Pays-Bas dans les trois pays cibles.

Renforcement des capacités pour des systèmes éducatifs résilients

Les pays du programme régional dans le sahel affichent tous des taux élevés de croissance de la population, qui font augmenter les besoins en enseignement et alourdissent encore la charge pesant sur un système éducatif qui tourne déjà au-delà de ses capacités. Des taux d'achèvement faibles, des programmes d'études dépassés et un manque de cohésion avec les besoins sur le marché de l'emploi freinent le développement professionnel de la main d'œuvre de demain. Au Niger et au Burkina Faso, l'amélioration de l'accès à l'enseignement d'une part, et à la formation d'autre part doit se faire de façon complémentaire afin d'améliorer la qualité de l'enseignement formel et de professionnaliser davantage les équipes de direction des établissements éducatifs. Ceci vaut tant pour le système d'enseignement supérieur régulier que pour l'EFTP et les formes d'éducation informelles. Concernant l'EFTP, l'offre et la demande ne sont clairement pas alignées. Malgré un grand besoin d'emplois qualifiés et non qualifiés, le secteur privé a des difficultés à recruter et à retenir le personnel qu'il recherche.

Ce dernier est principalement fourni par les ONG et le secteur privé. Les problèmes de qualité de l'enseignement et d'inégalité des sexes ne sont bien souvent pas abordés. Dans les deux cas, la durabilité des infrastructures n'est pas garantie. Tous ces efforts sont par ailleurs principalement entrepris dans les capitales, délaissant les régions rurales. L'amélioration de la collaboration et du transfert de connaissances par le biais de la formation du personnel permettra de se rapprocher de l'objectif poursuivi. Le renforcement du système éducatif en adoptant une vision holistique et intégrée constitue une condition sine qua non d'un sahel plus résilient. Pour plus d'informations sur les besoins en matière d'enseignement, veuillez vous référer au plan de mise en œuvre du Mali.

Les défis communs aux systèmes éducatifs du Mali, du Burkina Faso et du Niger sont les suivants :

- La mauvaise distribution et gestion de la quantité d'étudiants ont un impact sur les infrastructures et les capacités éducatives des enseignants, qui ne sont pas équipés pour faire face à de si grands nombres d'étudiants. Tous les pays impliqués sont ainsi confrontés à des classes surpeuplées, à des enseignants au niveau de formation minimal et à un manque de matériel et de support éducatifs ;
- Une disparité des sexes est visible à travers tout le parcours éducatif. Les femmes sont souvent exclues d'une éducation de qualité ou s'y voient refuser l'accès ;
- La qualité de la gouvernance des institutions d'enseignement supérieur n'est souvent pas bonne. Cela signifie que les activités de planification, de surveillance, d'évaluation et de gestion générale des établissements - qui, parfois, sont entreprises au cas par cas - n'abordent pas les problèmes structurels et ne sont pas à même de faire face aux risques ;
- Les capacités ministérielles, en particulier aux niveaux décentralisés, doivent être renforcées pour permettre une meilleure collecte et utilisation des données en vue de la planification et du suivi, et pour concrétiser les stratégies de renforcement des capacités des structures éducatives dans les régions rurales et délaissées ;

- Dans le domaine de la santé, l'enseignement offert adopte principalement une approche curative et médicale, et ne se concentre pas sur la prévention, avec des conséquences principalement pour les femmes et les jeunes filles ; et
- Les interventions destinées à améliorer la qualité de l'enseignement se concentrent sur un suivi accru de l'apprentissage des étudiants et sur l'amélioration des capacités de leadership des dirigeants et des enseignants en vue d'améliorer la dissémination de connaissances.

On observe des différences entre les écoles confessionnelles et publiques en termes de qualité de l'enseignement et d'opportunités pour les hommes et les femmes. Ces écarts se traduisent par des visions différentes de la citoyenneté et de la cohésion sociale. Il est donc grandement nécessaire de mettre en place des initiatives de sensibilisation à ces différences.

Opportunités de mise en place de programmes régionaux

Plusieurs initiatives sont déjà en cours, auxquelles une approche régionale pourrait contribuer. Une multitude d'interventions sur les deux thèmes prioritaires ont déjà été développées mais on observe un manque de cohésion ou d'harmonisation entre les interventions poursuivant les mêmes objectifs, avec en fin de compte, une répétition de projets similaires, sans résultats durables. Le cadre fourni par ce document de contexte pointe les défis qui se posent et les opportunités qui se présentent pour obtenir une cohésion durable à l'échelle régionale.

Dans le cadre de son approche régionale dans le sahel, la Nuffic a mené une analyse des besoins par le biais de recherches documentaires et de réunions d'experts aux Pays-Bas, au Mali, au Burkina Faso et au Niger. La première de ces réunions s'est tenue en novembre 2019, à La Haye. Les réunions régionales ont, elles, été organisées à Bamako (11 février 2020), à Ouagadougou (14 février 2020) et à Niamey (18 février 2020). Ce chapitre fournit un résumé du déroulement de ces réunions. Les rapports complets des réunions et les documents s'y rapportant sont disponibles ici.

Points communs

Lors de chacune des réunions d'experts, il a été demandé aux participants de premièrement faire un état des lieux du thème en question. Le but était de déterminer les problèmes associés au thème, les acteurs impliqués et les leçons à tirer. L'étape suivante consistait à identifier les forces et défis internes pour le développement et la mise en œuvre de nouvelles interventions, en déterminant les jalons et objectifs devant être fixés. Enfin, la question était posée de savoir quand les experts estimaient qu'une intervention était un succès. Dans la documentation, ces questions sont réparties en quatre chapitres : l'état des lieux, l'analyse, la planification et les conditions de réussite.

Les points communs entre les trois réunions d'experts sont résumés dans ce paragraphe et répartis entre les deux thèmes de sécurité et État de droit, et de droits et santé sexuels et reproductifs.

Sécurité et État de droit

Sujet	Points communs entre les réunions d'experts du Mali, du Burkina Faso et du Niger
État des lieux	Appareil judiciaire dysfonctionnel, manque de services de base, manque de bonne gouvernance, impunité et manque de

Sujet	Points communs entre les réunions d'experts du Mali, du Burkina Faso et du Niger
	responsabilisation, non-respect des mécanismes démocratiques et inégalité : voici les principaux problèmes associés à l'état des lieux dressé par les experts en matière de sécurité et d'État de droit. Les principaux acteurs impliqués sont : l'État, les communautés, les groupes traditionnels et religieux et les ONG.
Analyse	Les forces internes en action se recoupent également : manque de ressources humaines, de capital et d'expertise, combiné à des connaissances insuffisantes dans les domaines requis. La pauvreté entraîne l'insécurité et la mise en commun de ressources est difficile en raison de l'indisponibilité des réseaux nécessaires sous l'influence des relations de pouvoir en place.
Planification	Les prochaines étapes à entreprendre doivent viser la mobilisation des réseaux, la consolidation des efforts et l'inclusion des groupes marginalisés.
Conditions de réussite	Un facteur qui contribue assurément à la réussite d'une intervention est l'harmonisation des stratégies de mise en œuvre, ainsi que le suivi et l'évaluation de celles-ci. L'engagement de tous les acteurs concernés est essentiel.

Droits et santé sexuels et reproductifs

Sujet	Points communs entre les réunions d'experts du Mali, du Burkina Faso et du Niger
État des lieux	Présence de normes socioculturelles qui contribuent à la position fragile des femmes et des mères, manque de connaissances et d'expertise en matière de DSSR et manque d'accès à des soins de santé (de qualité) pour les groupes vulnérables.
Analyse	Le clivage démographique doit être surmonté et une plus grande attention doit être consacrée à la sensibilisation, pas uniquement des femmes et des mères, mais surtout de la jeunesse. La communauté doit également déployer des efforts pour aider les hommes à comprendre leur rôle dans la planification familiale.
Planification	Des efforts de prévention doivent être mis sur pied à l'échelle régionale et non locale. Les facteurs à prendre en compte sont d'ordre religieux, traditionnel et culturel. Davantage de sages-femmes sont également nécessaires et celles-ci doivent être mieux équipées. Un leadership fort est aussi essentiel pour inclure les communautés.
Conditions de réussite	Augmentation des capacités des soins de santé axés sur les femmes, implication forte de l'État, de la société civile et des établissements d'enseignement en tenant compte de la diversité culturelle des communautés.

Orientation stratégique et approche régionale

Sur la base des besoins éducatifs en termes de SED et de DSSR, des acteurs impliqués et des résultats souhaités, des interventions à l'impact positif durable sur les communautés sont grandement nécessaires. Voici quelques pistes qui ont été identifiées.

- Première piste : Offrir la marge de manœuvre nécessaire aux organisations pour renforcer leurs capacités de collaboration dans le cadre de projets régionaux axés sur les résultats au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Ce sont en premier lieu aux organisations, qu'elles soient publiques, privées ou émanent de la société civile, de renforcer leurs capacités de collaboration. La stratégie adoptée consiste à offrir cette opportunité aux organisations de chacun des trois pays qui sont disposées à établir des partenariats avec des organisations des autres pays. Nous sommes d'avis que le TMT+ est l'instrument le plus adapté pour la mise en œuvre de ces objectifs.
- Deuxième piste : L'objectif est d'offrir aux institutions d'enseignement supérieur et aux établissements de formation technique et professionnelle la possibilité d'entreprendre une coopération sous-régionale avec des institutions néerlandaises autour des thèmes de SED et de DSSR. Étant donné le statut différent de chacun des trois pays au sein du Programme Orange Knowledge, ainsi que l'expérience des institutions maliennes en matière de partenariat avec des institutions néerlandaises dans les thèmes concernés, il est préférable que les consortiums soient présidés par des partenaires maliens. Comme précisé plus haut, si aucun partenaire malien n'est disponible, des partenaires issus de pays A voisins - des organisations du nord du Bénin par exemple - peuvent être envisagés. Ainsi, les organisations du Burkina Faso et du Niger auront la possibilité d'apprendre de leur expérience et de développer leurs capacités de collaboration pour l'avenir. Afin d'atteindre cet objectif, nous allons lancer deux appels à propositions de collaboration institutionnelle.
- La troisième piste de mise en œuvre concerne l'établissement de communautés regroupant des pratiques thématiques sous-régionales. L'avantage de telles communautés est qu'elles permettent de fédérer les efforts et les enseignements tirés d'initiatives régionales en cours dans le sahel. Ceci requerra aussi et surtout la consolidation et l'inscription dans la durée des efforts entrepris dans le cadre de projets NICHE ainsi que d'appels à projets OKP en cours et à venir. Pour atteindre cet objectif, deux appels thématiques TMT+ seront émis.

5. Théorie du changement et résultats envisagés

Une théorie du changement (TdC) a été élaborée pour le Programme Orange Knowledge. L'OKP a pour ambition de produire les changements suivants : Contribuer au développement durable et inclusif grâce au renforcement des organisations essentielles au développement sectoriel dans les pays partenaires. Cet objectif sera atteint en développant les capacités, les connaissances et la qualité des personnes ainsi que des organisations, à la fois dans le domaine de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels et de l'enseignement supérieur (EFTP/ES) et dans d'autres domaines liés aux thèmes prioritaires dans les pays partenaires de l'OKP. Le Programme Orange Knowledge régional pour la Corne vise les résultats et impacts suivants.

En matière de sécurité et d'État de droit, les impacts à long terme suivants sont poursuivis :

1. La sécurité humaine ;
2. L'État de droit ;
3. La paix et la bonne gouvernance ; et
4. La reconstruction sociale et économique.

En matière de droits et santé sexuels et reproductifs, les impacts à long terme suivants sont poursuivis :

1. Meilleure information et plus grande liberté de choix des jeunes en matière de sexualité ;
2. Meilleur accès aux contraceptifs et médicaments ;
3. Meilleurs soins de santé publics et privés en matière de planification familiale, de grossesse et d'accouchement, y compris la possibilité d'avorter en toute sécurité ; et
4. Davantage de respect pour les droits sexuels et reproductifs de groupes dont ces droits sont actuellement bafoués.

Les impacts à moyen terme suivants contribueront à atteindre ces objectifs :

- I. Un système d'enseignement (EFTP/ES) de bonne qualité, pertinent et accessible (ODD 4) ;
- II. Des partenariats inclusifs et durables entre les personnes et les organisations (ODD 17) ; et
- III. Le renforcement des organisations essentielles au développement inclusif (sectoriel) des pays partenaires par l'afflux d'une main d'œuvre plus compétente.

Les résultats suivants permettront d'y parvenir :

- A. Amélioration de l'exécution des tâches principales des établissements d'EFTP/ES (dans les pays partenaires sélectionnés et aux P-B), en étant fermement ancrés dans leur environnement propre (en adéquation avec les besoins sur le marché de l'emploi à l'échelle nationale et régionale et en visant une plus grande inclusion) ; et
- B. Renforcement des connaissances et des compétences des individus et des organisations, en adéquation avec les besoins sur le marché de l'emploi à l'échelle nationale et régionale et en visant une plus grande inclusion (dans les pays partenaires et aux P-B).

Pour de plus amples détails, veuillez vous référer à la théorie du changement de l'OKP disponible sur notre site Internet.

Un tableau S&E présentant les résultats escomptés et les indicateurs connexes du programme régional est disponible [ici](#).

Les organisations prioritaires sont les suivantes :

1. ONG jouant un rôle clé pour induire des réformes en matière de DSSR, ainsi que des changements en matière de droits des femmes et d'égalité des sexes ;

2. Organisations gouvernementales aux niveaux national, régional et municipal ou local qui jouent un rôle central dans l'établissement de DSSR ;
3. Universités et organisations de formation technique et professionnelle, d'enseignement et de connaissances fournissant une forme d'enseignement, des recherches appliquées et des services de conseils dans les thèmes susmentionnés ; et
4. Organisations parastatales engagées dans les domaines prioritaires précités.

6. Appels prévus

L'OKP offre différents types d'interventions destinées au renforcement des capacités (voir annexe 1) :

1. Projets de partenariats entre des institutions d'EFTP et d'enseignement supérieur locales et néerlandaises ;
2. Formations sur mesure pour groupes ;
3. Bourses d'études individuelles pour les professionnels en milieu de carrière ; et
4. Activités d'anciens élèves.

Le programme régional prévoit l'émission d'appels pour des projets de collaboration institutionnelle (PCI), des formations sur mesure Plus (TMT+) et des bourses d'études pour formations courtes (FC) et pour masters.

La Nuffic publiera des appels à projets de collaboration institutionnelle et de formations sur mesure au début de 2020. Sur la base de ces appels, les organisations clés du Mali, du Burkina Faso et du Niger ainsi que des Pays-Bas sont invitées à soumettre des propositions conjointes dans la lignée du présent document de contexte et contribuant aux résultats et impacts définis dans la TdC.

Toute candidature de projet de collaboration institutionnelle doit comprendre un partenaire d'un pays du programme complet au sein du consortium néerlandais. Comme indiqué plus haut, il doit de préférence s'agir d'un partenaire malien, ayant déjà travaillé en partenariat avec les Pays-Bas dans le cadre du renforcement de capacités. Le(s) partenaire(s) malien(s) jouera/joueront ainsi le rôle de point d'ancrage, fournissant une certaine stabilité et facilitant la coopération à l'égard de zones plus conflictuelles. Qui plus est, le Mali jouit d'une vaste expérience en matière de projets de collaboration institutionnelle, contrairement au Burkina Faso et au Niger qui n'en ont aucune. Dans les cas où aucun partenaire malien ne peut être trouvé, un partenaire d'un autre pays (voisin) du programme complet tel que le Bénin peut être sollicité.

Concernant les candidatures de bourses d'études, veuillez consulter le site Internet relatif aux bourses d'études de l'OKP. Pour rester au courant des nouveautés en matière d'appels et pour toute autre information sur l'OKP, veuillez vous enregistrer pour recevoir les mises à jour sur le site Internet de l'OKP.

7. Indication de budget pour le programme

À titre indicatif, le budget convenu pour toute la durée du programme est le suivant :

Période de mise en œuvre	Budget en €
Projets de collaboration institutionnelle régionale (2 PCI) 1x PCI SED 1x PCI DSSR Tous les PCI doivent être mis en œuvre et clôturés pour le 31 décembre 2021.	2 000 000
Formations de groupe (3 TMT+) Q1 1x TMT+ Mali 1x TMT+ Burkina Faso 1x TMT+ Niger Tous les TMT+ doivent être mis en œuvre et clôturés pour le 31 mars 2022.	1 200 000
Formations de groupe (2 TMT+ régionales) Q2 Tous les TMT+ doivent être mis en œuvre et clôturés pour le 31 mars 2022.	800 000
Activités d'anciens élèves	PM
Total	4 000 000

Remarque : Tous les financements sont destinés à des projets dans les thèmes de SED et de DSSR. Les fonds alloués au programme en général et au programme dans chaque pays partenaire peuvent faire l'objet de changements, avec un impact possible sur le budget indicatif ci-dessus. Le budget présenté peut également changer en fonction de décisions politiques de la part des autorités. La Nuffic se réserve le droit d'adapter le budget indicatif et s'engage, le cas échéant, à en avvertir immédiatement les parties concernées.

Le Programme Orange Knowledge encourage le cofinancement et le financement à parité globale. Les pays concernés par ce programme régional font partie des pays les moins avancés (PMA) identifiés par l'OCDE. Les promoteurs de projets de formation sur mesure et de collaboration institutionnelle sont encouragés à inclure le cofinancement dans leur proposition, mais ne sont pas tenus de le faire. Le cofinancement contribuera à la réciprocité et à l'appropriation des résultats établis dans le cadre de la collaboration entre tous les partenaires. Lors de la sélection des propositions, l'intégration de cofinancement dans la ventilation des budgets sera l'un des critères d'évaluation.

8. Harmonisation et alignement

Le Programme Orange Knowledge est un instrument de mise en œuvre de la politique de développement des Pays-Bas. Toutes les interventions doivent donc être conformes aux priorités et programmes définis par les ambassades respectives. Étant donné le court délai de mise en œuvre des projets, il est important que les candidatures s'appuient autant que possible sur des collaborations et des réalisations antérieures. L'harmonisation avec d'autres interventions gouvernementales ou entreprises par des donateurs est essentielle et doit être abordée dans le cadre des propositions.

9. Suivi de l'avancement du programme

Les organisations participant à l'OKP sont invitées à rendre compte de l'état d'avancement de leurs projets et bourses à l'aide d'un outil de suivi axé sur les résultats qui sera fourni par la Nuffic. Elles noteront également leurs succès et leurs échecs afin de pouvoir en tirer des leçons dans le cadre d'une approche d'apprentissage organisationnel.

La Nuffic suivra et évaluera l'OKP au niveau du programme et discutera régulièrement des progrès réalisés avec les ambassades et les autres parties prenantes, en particulier en ce qui concerne les progrès réalisés par rapport aux résultats indiqués ci-dessus et en ce qui concerne les succès et échecs, ainsi que les suggestions pour remédier aux difficultés et, si possible, redéfinir les stratégies et ajuster les prévisions en fonction des résultats visés.

Si nécessaire, par exemple en cas de profonds changements, la Nuffic discutera des modifications proposées de ce document avec les ambassades et autres parties prenantes, avec éventuellement la rédaction d'un document adapté à la clé.

En consultation avec les ambassades, la Nuffic organisera des missions de suivi pendant lesquelles des réunions seront planifiées avec les autorités pertinentes et autres parties prenantes en vue de discuter de tout changement contextuel pouvant avoir un impact sur la mise en œuvre du Programme Orange Knowledge.

Annexe 1 – Brève présentation du programme Orange Knowledge

Le Programme Orange Knowledge (OKP) succède au Programme néerlandais de bourses d'études (NFP) et au Programme néerlandais de renforcement des capacités dans l'enseignement supérieur (NICHE). Le Programme Orange Knowledge rassemble les deux programmes précédents en une seule approche consolidée, en ajoutant de nouveaux éléments, dont une implication accrue des anciens élèves, une attention portée à la coopération entre les organisations du savoir et une communication centrée sur la présentation de résultats.

L'objectif principal est de contribuer au développement durable et inclusif grâce au renforcement des organisations essentielles au développement sectoriel dans les pays partenaires de l'OKP. Cet objectif sera atteint en développant les capacités, les connaissances et la qualité des personnes ainsi que des organisations, à la fois dans le domaine de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels et de l'enseignement supérieur (EFTP/ES) et dans d'autres domaines liés aux thèmes prioritaires dans les pays partenaires de l'OKP.

En vue de concrétiser cette vision, le programme se concentrera sur les résultats à moyen et long terme suivants :

- le système d'enseignement (EFTP/ES) est de bonne qualité, pertinent et accessible (ODD 4) ;
- les organisations essentielles au développement inclusif (sectoriel) des pays partenaires sont renforcées par l'afflux d'une main d'œuvre plus compétente ;
- les partenariats entre les personnes et les organisations sont durables (ODD 17).

Voir la Théorie du changement pour le programme OKP.

Le programme sera mis en œuvre à travers trois types d'interventions :

- les bourses personnelles,
- les formations de groupe et
- les projets institutionnels.

Dans le sahel, ces trois instruments seront proposés sous la forme d'une approche intégrée.

Le programme sera régi par les principes de base suivants :

- Innovation : elle est essentielle à l'élaboration et à la mise en œuvre du programme et est intégrée dans tous les aspects du programme.
- Réciprocité et égalité : une plus grande attention devrait être accordée à la réciprocité et la propriété devrait être transférée aux organisations d'enseignement et de formation techniques et professionnels et d'enseignement supérieur (EFTP/ES) des pays partenaires. Cela signifie que les partenaires du Sud jouent un rôle actif dans la conception des projets de collaboration, à la fois comme soumissionnaires et comme témoins des progrès réalisés. Le nouveau programme offrira également davantage de possibilités de cofinancement de bourses, de programmes de formation ou de projets avec les partenaires de la région sud, renforçant ainsi l'appropriation et l'implication.
- Flexibilité : cela concerne la flexibilité dans la mise en œuvre des programmes quant aux thèmes, aux pays, à la durée et aux modes de financement, en fonction de la demande

et du contexte. La flexibilité est aussi nécessaire dans toutes les modifications qui doivent être apportées en fonction de l'évolution du contexte dans lequel le programme est mis en œuvre.

- Approche axée sur la demande : elle est essentielle en ce qui concerne l'appropriation, la durabilité et l'utilisation efficace des ressources. Parmi les éléments importants, mentionnons la collaboration entre les établissements du Sud et du Nord, une analyse exhaustive fondée sur les connaissances et les rapports disponibles, et le recours aux anciens élèves.
- Complémentarité : le programme de développement des connaissances doit correspondre de près aux autres programmes, centralisés ou non.
- Cofinancement : lorsque cela est utile et possible, le programme doit encourager le cofinancement.
- Inclusion : le programme offre des opportunités aux groupes marginalisés et faisant l'objet de discrimination, et intègre une perspective de genre.
- Accent sur les résultats : le programme se concentre sur la présentation des résultats issus du développement des connaissances aux niveaux individuel, institutionnel et collectif.
- Anciens élèves : le programme crée un lien entre les professionnels du savoir de la région Sud et les Pays-Bas. Le nouveau programme met donc davantage l'accent sur la politique des anciens élèves dans tous les instruments.

Pour de plus amples détails, veuillez consulter les théories du changement relatives aux thèmes de SED et de DSSR.

Annexe 2 – Historique de coopération avec la Nuffic

Mali

Projets de collaboration institutionnelle

Thème	Sujet	Durée
DSSR	Renforcer la qualité de l'enseignement et de la formation (para) médicale (auxiliaires de santé, techniciens de santé et techniciens supérieurs de santé) en vue d'améliorer la fourniture de soins de santé en matière de santé reproductive pour les jeunes et les adolescents.	01/07/2019 – 31/12/2021
SAN	Renforcer l'offre de formation technique et professionnelle pour répondre d'une part au défi de la gestion et utilisation durable des ressources naturelles et d'autre part à la nécessité d'offrir des perspectives économiques aux jeunes et femmes en développant les chaînes de valeur agricoles et la demande croissante de formations pratiques induite par la poussée démographique.	01/07/2019 – 31/12/2021
SAN	Appuyer le sous-secteur de l'enseignement technique et professionnel pour le renforcement communautaire de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à Mopti et / ou Gao	Appel à projets toujours en cours
DSSR	Appui à l'enseignement secondaire technique et professionnel (post diplôme d'études fondamentales DEF) pour le renforcement de la résilience communautaire à la santé et aux droits sexuels et reproductifs	Appel à projets toujours en cours

Formations sur mesure (Plus), Cours de remise à niveau et Bourses d'études

Formations sur mesure Plus

Thème	Sujet	Durée
DSSR	Renforcement des capacités de l'Observatoire national de l'Emploi et de la Formation en analyse statistique, planification stratégique et gestion axée sur les résultats	01/10/2019 – 30/04/2021

Cours de remise à niveau

Thème	Sujet	Durée
SAN	Renforcement des capacités de l'AOPP en matière de gestion de l'information et des connaissances relatives aux systèmes de semences et à l'arboriculture pour les agriculteurs du Mali.	01/02/2019 – 31/01/2020

Bourses d'études

En 2018, 7 subventions pour bourses d'études ont été octroyées, avec 14 pour cent de participants féminins et 86 pour cent de participants masculins. Le domaine dans lequel le plus de bourses ont été octroyées est la sécurité alimentaire et nutritionnelle (86 pour cent).

Type de bourse	Total	Sexe (M/F)	Montant de la subvention octroyée (EUR)	SAN	Eau	DSSR	SED
Master	0	Sans objet					
Formation courte	7	14/86 %	44 034	6 (86 %)	3 (43 %)	0 (0 %)	0 (0 %)
Total	7	14/86 %	44 034	6 (86 %)	3 (43 %)	0 (0 %)	0 (0 %)

2019 (mise à jour le 1^{er} août 2019) :

Type de bourse	Total	Sexe (M/F)	Montant de la subvention octroyée (EUR)	SAN	Eau	DSSR	SED
Master	0	Sans objet					
Formation courte	5	20 %/80 %	30 108	2 (40 %)	0 (0 %)	2 (40 %)	0 (0 %)
Total	5	20 %/80 %	30 108	2 (40 %)	0 (0 %)	2 (40 %)	0 (0 %)

Burkina Faso

Informations propres au pays

Domaines prioritaires (fournis par l'ARPB)	Partenaires/organisations stratégiques identifiés par l'ARPB	Cofinancement	Catégorie de pays APD
Droits et santé sexuels et reproductifs Sécurité et État de droit Développement du secteur privé Sécurité alimentaire et nutritionnelle Eau Autres domaines prioritaires : Gestion intégrée des ressources en eau à destination de différentes parties prenantes	Ministères et agences gouvernementales directement impliqués dans le développement et la mise en œuvre de politiques dans les domaines cités ici. 0	0 %	Pays les moins avancés (PMA)

(agriculture, élevage, pêche, production énergétique, transport, eau potable) Création d'emploi pour les jeunes Migration			
---	--	--	--

Formations sur mesure et Bourses d'études

Formations sur mesure

Thème	Sujet	Durée	Budget (EUR)	Organisation bénéficiaire	Organisation néerlandaise
Eau	Formation en gestion intégrée des ressources en eau, Burkina Faso	01/09/2018 – 31/07/2019	53 152	Direction régionale de l'Eau et de l'Assainissement (DREA), ministère de l'Eau et de l'Assainissement	Acacia Water
DSSR	Renforcement des aptitudes de gestion, du travail d'équipe, de la coordination et de la promotion en matière de droits et de la santé reproductifs au Burkina Faso	01/04/2019 – 31/10/2019	72 861	Ministère de la Santé du Burkina Faso	Institut royal néerlandais des Tropiques

Bourses d'études

2018 :

Type de bourse	Total	Sexe (M/F)	Montant de la subvention octroyée (EUR)	SAN	Eau	DSSR	SED
Master	0	Sans objet					
Formation courte	19	11 %/89 %	143 055	12 (63 %)	7 (37 %)	1 (5 %)	3 (16 %)
Total	19	11 %/89 %	143 055	12 (63 %)	7 (37 %)	1 (5 %)	3 (16 %)

2019 (mise à jour le 1^{er} août 2019) :

Type de bourse	Total	Sexe (M/F)	Montant de la subvention octroyée (EUR)	SAN	Eau	DSSR	SED
Master	0	Sans objet					
Formation courte	9	33 %/67 %	59 066	6 (67 %)	0 (0 %)	2 (22 %)	1 (11 %)
Total	9	33 %/67 %	59 066	6 (67 %)	0 (0 %)	2 (22 %)	1 (11 %)

Niger

Informations propres au pays

Domaines prioritaires (fournis par l'ARPB)	Partenaires/organisations stratégiques identifiés par l'ARPB	Cofinancement	Catégorie de pays APD
Droits et santé sexuels et reproductifs Sécurité et État de droit Sécurité alimentaire et nutritionnelle Eau	À déterminer	0 %	Pays les moins avancés (PMA)

Bourses d'études

2018 :

Type de bourse	Total	Sexe (M/F)	Montant de la subvention octroyée (EUR)	SAN	Eau	DSSR	SED	Autres
Master	0	Sans objet						
Formation courte	1	0/1 (0 %/100 %)	6 232,08	1 (100 %)	1 (100 %)	0 (0 %)	0 (0 %)	0 (0 %)
Total	1	0/1 (0 %/100 %)	6 232,08	1 (100 %)	1 (100 %)	0 (0 %)	0 (0 %)	0 (0 %)

2019 (mise à jour le 1^{er} août 2019) :

Type de bourse	Total	Sexe (M/F)	Montant de la subvention octroyée (EUR)	SAN	Eau	DSSR	SED	Autres
----------------	-------	------------	---	-----	-----	------	-----	--------

Master	0	Sans objet						
Formation courte	1	0/1 (0 %/100 %)	6 829,72	1 (100 %)	0 (0 %)	0 (0 %)	0 (0 %)	0 (0 %)
Total	1	0/1 (0 %/100 %)	6 829,72	1 (100 %)	0 (0 %)	0 (0 %)	0 (0 %)	0 (0 %)

Liste de référence

Chapitre 1

<https://www.government.nl/binaries/government/documents/policy-notes/2018/05/18/investing-in-global-prospects/Investing+in+Global+Prospects.pdf>

<https://fundforpeace.org/2019/04/10/fragile-states-index-2019/>

https://www.researchgate.net/publication/293121588_Strengthening_the_Rule_of_Law_and_Human_Rights_in_the_Sahel

Chapitre 3

<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>

<https://unowas.unmissions.org/west-africa-and-sahel-between-security-challenges-and-need-consolidate-peace>

https://www.clingendael.org/sites/default/files/2018-12/PB_Conflict-sensitive_and_humane_migration_management_in_the_Sahel.pdf

<https://news.un.org/en/story/2020/02/1057831>

<https://www.unocha.org/story/sahel-5-things-you-need-know-about-one-world%E2%80%99s-poorest-and-most-vulnerable-regions>

<https://unowas.unmissions.org/west-africa-and-sahel-between-security-challenges-and-need-consolidate-peace>

<https://fragilestatesindex.org/country-data/>

<https://academic.oup.com/ia/article/95/6/1331/5584346>

<https://edepot.wur.nl/464080>

<https://www.srhr-ask-us.org/publication/gender-inequality-state-fragility-sahel/>

<https://blogs.worldbank.org/africacan/can-niger-escape-demographic-trap>

<https://www.unfpa.org/swop-2019>

<http://documents.worldbank.org/curated/en/737581579803969615/Improving-Results-of-District-Health-Plans-in-Niger>

<https://www.srhr-ask-us.org/wp-content/uploads/2017/07/Gender-Inequality-and-State-Fragility-in-the-Sahel.pdf>

<https://www.oecd.org/swac/topics/gender/>

<https://www.nuffic.nl/en/subjects/country-plans-of-implementation-orange-knowledge/>

<https://www.nuffic.nl/en/subjects/group-training-orange-knowledge-programme/>

Chapitre 4

<https://www.globalpartnership.org/blog/burkina-faso-reaching-students-insecure-areas>

<https://docplayer.fr/6062843-Politique-sectorielle-de-l-education-du-burkina-faso-pse-bf-2014-2023.html>

<http://documents.worldbank.org/curated/en/705141527087872001/pdf/Project-Information-Document-Integrated-Safeguards-Data-Sheet-Burkina-Faso-Higher-Education-Support-Project-P164293.pdf>

<http://documents.worldbank.org/curated/en/705141527087872001/pdf/Project-Information-Document-Integrated-Safeguards-Data-Sheet-Burkina-Faso-Higher-Education-Support-Project-P164293.pdf>

<http://documents.worldbank.org/curated/en/277421531452640797/Burkina-Faso-Higher-Education-Support-Project>

<http://documents.worldbank.org/curated/en/737581579803969615/Improving-Results-of-District-Health-Plans-in-Niger>

<https://m1.mailplus.nl/wpEkt8rEbk6M-1349-40653-test-1>

Chapitre 5

<https://www.nuffic.nl/documents/617/theory-of-change-orange-knowledge-programme.pdf>

<https://www.nuffic.nl/documents/881/monitoring-and-evaluation-framework-orange-knowledge.pdf>

Chapitre 6

<https://www.nuffic.nl/en/subjects/orange-knowledge-programme-overview/#participating-countries>

<https://www.studyinholland.nl/scholarships/highlighted-scholarships/orange-knowledge-programme>

<https://www.nuffic.nl/en/subjects/orange-knowledge-programme-overview/#stay-up-to-date>

Chapitre 7

http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/DAC_List_ODA_Recipients2018to2020_flows_En.pdf

Annex 1

<https://www.nuffic.nl/documents/617/theory-of-change-orange-knowledge-programme.pdf>